

Point n° 2.2 à l'ordre du jour

Conseil académique du 30 mars 2021

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-4 et L. 712-6 1° III ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres approuvent le procès-verbal du Conseil académique réuni en séance plénière du 07 juillet 2020, [annexé](#).

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 61

Nombre de voix pour : 33

Nombre de voix contre : 0

Nombre d'abstentions : 26

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote : 2

Fait à Saint-Denis le **08 SEP. 2021**

Le Président du Conseil académique

Professeur Gilles LAJOIE



Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le **09 SEP. 2021**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **09 SEP. 2021**

**CONSEIL ACADEMIQUE
PROCES VERBAL DE LA SÉANCE PLENIERE
DU 07 JUILLET 2020**

Le Conseil académique s'est réuni en formation plénière le **mardi 07 juillet 2020 à 14 heures en visioconférence** sous la présidence du Professeur Gilles LAJOIE, président du Conseil académique.

Sur 67 membres en exercice dûment convoqués, 46 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 14h07. Le quorum étant atteint, le Conseil académique de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

1. Propositions du groupe de travail (GT) sur la liberté d'expression dans l'établissement.

Points d'information :

2. Point sur la rentrée 2020-2021.
3. Questions diverses.

MEMBRES PRÉSENTS

Président du Conseil académique : Gilles LAJOIE.

Professeurs : Mireille MARTEAU-PETIT - Alexis PARMENTIER - Yves CROISSANT - Bernard IDELSON - Françoise SYLVOS - Christian OLLIVIER - Georges DALLEAU - Harry BOYER - Marianne MORILLON - Christian LEFEBVRE D'HELLEN COURT - Peter VON THEOBALD (jusqu'à 16h30).

Maîtres de conférences et autres enseignants : Daouda DIAKITE (à partir de 14h12) - Ronan BERNARD-MENORET - Zoufikar MEHOUMOU ISSOP - Fiona BENARD - Annick LAMY-GINER - Martine VAUGIEN-CHEUNG HOI PING - Mireille FOUILLAUD - Dimitri BIGOT - Chaker EL KALAMOUNI - Christine ROBERT DA SILVA.

Personnels BIATSS : Patrick RIVIERE (jusqu'à 16h32) - Chantale RICHAUVET.

Usagers : Rudrigue SAUTRON - Axel Quentin GAY (jusqu'à 16h30) - Arthur AH-NIEME - Steeve FONTAINE (à partir de 14h27 jusqu'à 15h42).

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs : Thierry LAMARCHE par Fiona BENARD - Philippe LAURET par Fiona BENARD - Jean DIATTA par Marianne MORILLON.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Hélène PAYET-PONGERARD par Annick LAMY-GINER - Mohamed AIT-AARAB par Alexis PARMENTIER - Pascale CUET par Christine ROBERT DA SILVA - Hélène MAGALON par Zoufikar MEHOUMOU ISSOP.

Personnels BIATSS : Nicole BONAZZI par Chantale RICHAUVET.

Personnalités extérieures : Louis Bertrand GRONDIN par Gilles LAJOIE - Anne-Laure MOREL par Bernard IDELSON - Danielle GROS par Alexis PARMENTIER - Graziella TAQUET CARPIN par Harry BOYER.

Usagers : Kendra PIGEON-MERCANTIL par Dimitri BIGOT - Sarah LEBON par Rudrigue SAUTRON - Romain DORSAL par Dimitri BIGOT - Alexandre MAGNIN par Harry BOYER - Louis Fabien SEYCHELLES par Axel Quentin GAY - Aurélia ROMELY par Axel Quentin GAY.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Patricia DUCRET, vice-présidente en charge de l'égalité femme-homme et des discriminations - Luçay SAUTRON, Chargé des affaires générales - Valère LEE—CHING-KEN, Coordonnateur du pôle excellence et rayonnement - Olivia CHAN-LIAT, Responsable administrative de la Direction de la communication - Nirmal NIVERT, Directeur des affaires juridiques et institutionnelles - Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.

En préambule, le Président du Conseil académique informe les membres de la présentation de l'évolution de la stratégie de spécialisation intelligente (S3) de La Réunion - 2021/2027 relative à l'appel à candidatures, c'est le prisme à travers lequel les fonds européens FEDER devront passer comme ce fut le cas pour la période 2014-2020. Ce document stratégique est essentiel pour le territoire. Pour cette raison, Monsieur Jean-Pierre a été invité à cette séance sur ce point.

Questions diverses :

1. Madame Bénard : dans le cadre de la NOF et du remaniement qu'il va y avoir sur Moodle, y aurait-il la possibilité de créer une entrée par composante sur Moodle, pour faciliter la lecture des étudiants ?

Le Président du Conseil académique précise que cette question a été posée ce matin en CFVU et informe avoir déjà des éléments du vice-président en charge des usages du numérique sur cette question.

Point n°1. Propositions du groupe de travail (GT) sur la liberté d'expression dans l'établissement.

(Rapporteur : Chargé des affaires générales et Président du Conseil académique)

- 1.1. Charte d'usage du système d'information par les organisations syndicales (OS) de l'Université de La Réunion

Le Conseil académique plénier est l'instance légitime pour garantir ces libertés universitaires et notamment, la liberté d'expression dans l'établissement. A la suite de la création d'une liste « expression-libre », quelques dérives ont été constatées depuis plusieurs années avec. Le Président de l'UR accompagné par les membres de son équipe a décidé de fermer, à un moment donné, cette liste d'expression libre et de remplacer cette liste non régulée et non modérée par un outil qui est disponible et que les collègues et forces syndicales ont exploité ces derniers mois. S'agissant de questions stratégiques, il a semblé utile de mettre en place deux groupes de travail : le premier portant sur l'exercice des libertés syndicales à l'UR et le deuxième sur les libertés universitaires au sens plus large. Cela a été organisé, dans un laps de temps réduit, puisque le Comité technique d'établissement doit également être entendu sur ces questions, notamment de liberté syndicale. C'est la raison pour laquelle la transmission des documents au Comité technique d'établissement a été extrêmement tardive. Il aurait été souhaité avoir beaucoup plus de temps toutefois avec les circonstances actuelles, il a fallu boucler des séances d'examen, la validation devant les instances de la NOF dans toutes ses dimensions, jusqu'au UEO. C'est pourquoi, le temps nécessaire a manqué pour transmettre les documents à J-7. Au passage, il rappelle que dans cette période très compliquée ce délai n'était plus requis, parce qu'il fallait s'adapter aux urgences croisées du moment. Le Comité technique d'établissement a duré environ cinq heures, donc les discussions ont été longues, fructueuses et des retouches ont été faites à ces chartes.

Le chargé des affaires générales restitue les éléments et les apports du groupe de travail (GT). S'agissant de la feuille de route, l'équipe présidentielle avait défini un cadre dans lequel il fallait agir. D'une part, s'agissant de l'expression syndicale, il était question de débiter à partir des textes existants et d'améliorer tout le processus actuel de l'expression syndicale à travers les outils informatiques dont dispose l'établissement. D'autre part, en scindant les problématiques, parce qu'elles sont tout à fait différentes. Puis, travailler sur les nouvelles modalités de mise en œuvre de l'espace d'information et de communication qui a été mis à disposition de la communauté universitaire, suite à la fermeture de la première liste « Expression libre ».

Sur les aspects qui sont liés à l'expression syndicale, la commande était de travailler dans le cadre juridique et réglementaire existant en les améliorant et à la faveur de plusieurs interventions. L'autre problématique est l'aspect exclusivement technique et juridique sur ce volet. Le travail doit être centré *in fine* sur l'aspect outil, c'est-à-dire qu'au sein de l'université, l'administration avait mis en œuvre un certain nombre d'outils qui n'étaient pas adéquats par rapport à la réglementation et n'étaient pas bien utilisés et surtout pas cadrés. Aujourd'hui, aucune réglementation interne ne permet de cadrer la mise à disposition d'une messagerie électronique, la mise en œuvre du réseau informatique, de calibrer les conditions des organisations syndicales pour exploiter des listes. Le document n'a qu'une seule vocation qui est de remettre les textes au centre et de recalibrer les pratiques par rapport à cela. Il n'y a pas eu de débat sur l'idée de modérer ou non ces listes, puisqu'il est expressément prévu par les textes. Les différents apports des uns et des autres ont mené rapidement à des éléments plus précis : le nombre de mails envoyés par un syndicat par jour, la capacité technique pour mettre les mails à disposition ; les conditions donnant l'autorisation aux syndicats de créer des listes et de les exploiter dans le respect de la propriété intellectuelle et dans le respect de la vie privée. La charte a simplement vocation à créer un point de référence pour l'avenir, dès lors que des manquements pourraient être constatés. Les réflexions qui ont été prises en compte au niveau du Comité technique d'établissement sont : la capacité du réseau d'absorber un certain nombre de mails, donc calibrer le nombre de mails, calibrer la capacité des messages eux-mêmes avec pièce jointe ou non. Et surtout, de prévoir les cas de suspension de l'accès à une messagerie ou bien au réseau, dans l'hypothèse où des manquements seraient constatés sur ce chapitre. Il fait savoir que ces listes de diffusion existaient, dans un très faible pourcentage, mais après renseignements pris auprès de la DSI, l'autorisation de les créer a été obtenue et donnée, mais elles ne fonctionnent pas, elles sont silencieuses. Sur les engagements réciproques de l'un et de l'autre, étant partenaires dans le dialogue social avec les syndicats. L'administration s'engage à certain nombre d'éléments, de mettre à disposition l'équipement (bureau, téléphone), de tenir la liste des personnels et des courriels à jour, compte tenu des arrivées et des départs de façon annuelle à la demande d'un syndicat qui s'est exprimée et de maintenir en tout état de cause l'exercice des droits et des possibilités de l'organisation syndicale signataire d'un service 24/24. L'organisation syndicale s'engage en retour à respecter les règles de confidentialité, la déontologie et le respect des personnes et des institutions, sur la base d'un principe de grande tolérance et du respect d'autrui, de limiter à cinq messages individuels par mois en direction des abonnés et de la liste de diffusion syndicale, pièces jointes comprises avec le message, de faire respecter dans sa globalité cette charge. L'administration a également son champ de responsabilité et doit pouvoir trouver en face d'elle un propriétaire d'une liste. Donc, tous ces aspects n'étaient pas évoqués ni même traités dans l'état. Actuellement rien n'est prévu, alors que la loi dit que l'organisation syndicale doit expressément faire une demande d'ouverture d'une liste, d'une demande écrite, avec des référents, lesquels ces référents posent le problème de qui a le droit de poster au titre d'un syndicat. Est-ce un bureau, est-ce monsieur X ou madame Y ? Madame Y peut-elle être présente dans l'université ou à l'extérieur de l'université ? Donc, ces cas sont prévus et c'est la vocation de cette charte de prévoir une boîte à outils de façon à prévenir tout risque à l'avenir, de débordement et dans une optique de protéger l'intégrité des personnels, pour laquelle l'intégrité avait été largement mise en cause dans les errements du passé sont bien prévus les cas de diffamation, d'outrage, la possibilité pour l'université d'agir en justice et les mesures conservatoires qui pourraient être prises en cas de manquement. L'entrée en vigueur de cette charte sera effectuée par l'adoption d'un arrêté, qui sera pris par le Président. Il termine en évoquant le questionnement d'un

certain nombre de personnes émettant la remarque de vouloir cadrer quelque chose qui l'est déjà par les textes. Il explique qu'il y a d'une part la circulaire de 2016 qui indique que chaque chef d'établissement doit à cet égard, nonobstant le fait que les textes le prévoient, prendre une décision. C'est-à-dire un arrêté, une charte qui définit les conditions précises d'exercice de ces droits dans l'ordre interne.

Le Président du CAc fait savoir que le Comité technique d'établissement a désapprouvé majoritairement les deux chartes avec deux voix « pour », deux « abstentions » et six « contre ». De plus, les syndicats ont fait part de leur regret sur la transmission trop tardive des documents. Mais, il tient à rappeler l'avancée qui avait été faite en GT dans un premier temps avec un consensus sur l'objectif visé.

Madame Robert-Da-Silva dit avoir assisté au Comité technique d'établissement et confirme les propos des organisations syndicales (OS) faisant part de leur regret sur l'envoi tardif du document. De plus, ils ont aussi regretté que ce qui avait été décidé en GT, c'est-à-dire un retour au préalable vers les membres du GT pour valider ou pas le texte proposé, n'a pas eu lieu. Donc, le texte a été envoyé aux membres du Comité technique d'établissement en fin de matinée, pour un CTE prévu à 14 heures. Le rejet de la charte ne porte pas que sur ces problèmes de forme, mais aussi sur des problèmes de fond. Elle cite le troisième paragraphe du préambule où il est écrit : "Étant donné le constat observé d'une nécessaire mise en conformité, etc." Elle signale avoir demandé une modification de ce passage qui n'a pas été acceptée, visiblement, puisque le texte est identique. Tel qu'il est écrit et le Chargé des affaires générales l'a rappelé dans son introduction, les choses se passaient plutôt mal et a fait remarquer à cette époque, des manquements à la légalité de la part des organisations syndicales. Sur ce point, elle ne pense pas que ce soit la vérité. Si dénigrement il y a eu, cela ne venait pas d'un syndicat. Elle informe ne pas être convaincue que la communication provenant des organisations syndicales ait manqué de respect. En revanche, ce qui n'a pas été respecté de la part de l'administration, c'est de donner accès à leurs demandes, aux syndicats, à une liste de diffusion à destination du personnel. Ensuite, dans le texte, en page 4, il est conseillé, pour des messages importants, de prévoir l'utilisation d'une page Intranet, qui serait dédiée à ce type d'envoi. Le texte de référence prévoit que les organisations syndicales puissent communiquer en direct au personnel. Donc, de passer par une page Intranet, à son sens, n'est pas respecté ces dispositions. Puis, sur la limitation du nombre de messages à cinq par syndicat et sauf erreur de sa part par liste de destinataire, toutes listes de diffusion confondues, le texte prévoit un nombre maximum de messages. Mais du point de vue des organisations syndicales, le nombre de cinq est un peu faible, surtout dans des périodes de l'année où il y a, par exemple, un débat sur la LPPR, où il est nécessaire de pouvoir échanger et faire passer un certain nombre d'informations. Enfin, sur l'article 6 : « Engagement de l'université ». Nonobstant les mesures précédentes, l'université conserve la possibilité de prendre toutes mesures conservatoires de protection, en cas de manquement grave à la déontologie du fonctionnaire. A son sens, cela veut dire que les mails des syndicats sont lus au préalable avant diffusion auprès du personnel, ce qui n'est pas acceptable non plus, selon ses propos. Donc, la loi interdit toute modération, quelle qu'elle soit. Qu'ensuite, il y ait un contrôle *a posteriori* et une dénonciation, si le contenu du mail pouvait paraître tendancieux. Mais tel que c'est écrit dans l'article 6, la compréhension est qu'il y ait une modération en amont de l'envoi du message.

Le Président du CAc répond sur la dernière remarque relative à l'article 6 : "Nonobstant les mesures précédentes, l'université de La Réunion conserve la possibilité de prendre toutes mesures conservatoires de protection de l'intégrité physique et morale des personnels, en cas de manquement grave à la déontologie du fonctionnaire et de non-respect de l'article 7." A son sens, il n'est pas procédé à une lecture et une modération *a priori* en lisant ces trois lignes, il ne le comprend pas ainsi. Il fait remarquer pour le préambule et cite : "Étant donné le constat observé d'une nécessaire mise en conformité des modalités d'expression syndicale au regard des possibilités offertes par la réglementation." Il propose de s'arrêter à l'interprétation du texte et pas à la surinterprétation, car cela entraînerait très loin dans les débats.

Le Chargé des affaires générales poursuit sur la remarque faite au niveau du préambule. Il donne lecture de la rédaction initiale qui était : Fort du constat observé, que les outils mis en œuvre ainsi que leurs fonctionnalités sont insuffisamment exploités au regard des possibilités offertes par la réglementation", et de la seconde écriture qui est proposé dans le document transmis : "Étant donné le constat observé d'une nécessaire mise en conformité des modalités de l'expression syndicale au regard des possibilités offertes." A son sens, la correction a été faite de la première écriture qui semblait dire que finalement, la pratique n'était pas correcte vis-à-vis d'un certain nombre de syndicats et a donc été supprimé en prenant en compte la demande, qui était sous la dictée qui a été réécrit pour cette partie. Il demande si une autre rédaction est proposée, il est possible de la considérer.

Madame Robert-Da-Silva précise que sous la dictée, ce qui a été dit, c'est : "Les fonctionnalités offertes sont en décalage par rapport à la loi, il convient donc de les réaménager". Ce qu'elle estime différent de, ce qui a été réécrit. A son sens, dans le texte proposé, il est sous-entendu que la façon dont les organisations syndicales communiquaient avant l'arrivée de ce texte n'était pas conforme. Elle n'est pas certaine que les communications provenant des organisations syndicales étaient contraires au texte. Elle réitère sa demande, de modifier de façon plus simple, en disant : les fonctionnalités offertes sont en décalage par rapport à la loi, il convient donc de les réaménager.

Le Président du CAC considère qu'il n'y a pas de sous-entendu. Il y a des éléments qui étaient hors réglementation, telles que la possibilité de se désabonner en bas de chaque message et ce n'était pas le cas jusqu'alors. Donc, l'établissement se met en conformité. Puis, sur la notion de propriété de la liste, il est de la responsabilité du syndicat qui communique, sans doute, quelques petites retouches à faire, mais derrière cette expression, il n'y aucune accusation masquée ou sous-entendue d'attaque entre syndicats.

Le Directeur des affaires juridiques et institutionnelles rappelle que ces trois lignes du préambule de la charte syndicale visent à constater un fait. La décision ministérielle du 26 avril 2016 exige un renvoi à une réglementation interne de l'établissement public. Or, cette réglementation n'existait pas. Donc, elle est mise en place et ne fait que traduire une décision ministérielle en droit interne.

Le Chargé des affaires générales indique qu'il n'y a pas eu de manquement auparavant dans les pratiques vis-à-vis d'une autre organisation syndicale. Il s'agit simplement d'éviter qu'il ne se produise dans l'intérêt des personnes et dans l'idée de protéger chacune des personnes. Puis, sur le fait qu'il n'y avait pas eu d'accès à des listes de diffusion, on n'a pas accédé à la demande des organisations syndicales de pouvoir réaliser des listes de diffusion, conformément à la possibilité offerte par la circulaire 2016. L'administration est tenue de mettre à disposition un fichier mis à jour, comportant un certain nombre d'items que prévoit la loi, l'établissement s'y conforme. Mais l'idée est de laisser chaque organisation syndicale aller refabriquer des fichiers, alors que cette maîtrise échappera complètement à la DSI, ce qui n'est pas souhaité sachant que la loi n'autorise pas à aller au-delà de ce qui a été prévu. Donc l'outil, c'est l'outil informatique qui est doublement là, pour pouvoir en exprimer la demande et dans l'exercice du périmètre de chacun des métiers et des sensibilités syndicales, l'établissement y accédera. Puis, sur la page quatre, concernant l'observation faite en prévision de messages importants, c'est une préconisation. Une page syndicale sera accessible via l'intranet pour pouvoir poster à partir de ces adresses, toutes sortes de messages souhaités à l'adresse des membres de la communauté universitaire. Conformément au texte qui prévoit expressément la possibilité, dans chaque message posté de se désabonner, ce qui n'était pas le cas auparavant, donc il faudra se conformer à la loi, par rapport à cet item. Le fait de pouvoir poster à partir du site ou de la page est une recommandation pour ne pas utiliser l'adresse personnelle d'un membre d'une organisation syndicale et utiliser pour les publications de grosses capacités, le site, la page web, plutôt que des adresses web. La limitation à cinq du nombre de messages a fait l'objet d'une longue discussion, en groupe de travail et c'est ce chiffre qui est ressorti. En multipliant ce facteur cinq par le nombre de listes potentiel qui sera créé, par le nombre d'organisations syndicales autorisées à poster, cela fait déjà un certain nombre de messages

qui, potentiellement, peuvent être reçus tous les jours sur une boîte mail, donc cela a été calibré. Par ailleurs, il informe que ce chiffre n'est pas atteint aujourd'hui, c'est une norme qui a été posée, mais idem en termes de capacité. Enfin, sur la question évoquée en page six, sur la modération *a priori* d'un message, alors qu'il n'a pas encore été posté. Il précise que cet article ne fonctionne *qu'a posteriori* et qu'il faut le lire exclusivement comme cela, puisque c'est un non-événement.

Monsieur Parmentier remercie pour cette mise en contexte. Il questionne sur le taux de présence des membres du GT qui est composé de 18 membres, à sa connaissance. Ensuite, comment s'est organisé le fonctionnement du GT ? Est-ce qu'il y a eu un vote sur le texte qui a été présenté ?

Le Chargé des affaires générales affirme qu'il y a eu une forte représentation au sein des GT. L'ensemble des organisations syndicales étaient présentes, à l'exception d'une et il n'y a pas eu d'ordre du jour ni de protocole particulier, par rapport à la prise de décision. C'était un travail constructif et collaboratif, amener chacun une petite pierre à l'édifice, mais la constitution de ces groupes n'obligeait pas à faire un vote car c'était une feuille de route et l'idée était de travailler collectivement.

Monsieur Parmentier regrette également la transmission tardive des documents. S'étant connecté sur la GED à 20h49 la veille, il a téléchargé le document et a travaillé dessus, puis a constaté ce matin que de nouveaux documents avaient été déposés à 21h47. Ayant mis des remarques sur la première version, il informe devoir faire des allers-retours entre les versions pour s'y retrouver. Il demande si cette charte va s'appliquer pour les élections des conseils centraux. C'est-à-dire est-ce qu'il y aura cette limitation à cinq envois par mois, avec les 500 Ko maximum ou pas ? Ou est-ce que pour les élections, il y aura des dispositions spécifiques qui seront prévues, pour ne pas trop limiter la communication des syndicats ?

Le Chargé des affaires générales indique dès lors qu'elle aura été adoptée par le Conseil d'administration, elle a vocation à s'appliquer immédiatement. Il ne s'agit pas de la limiter, mais de la remettre dans son cadre légal. Dès lors que le Président aura pris la décision de lancer la campagne électorale, l'arrêté que prend le président prévoit le cadre de la communication en période électorale. De mémoire, il pense qu'il y a également une adresse élection, sur laquelle tout le monde pourra poster mais qui ne fait pas l'objet de limitation. Le cadre électoral est un cadre extrêmement précis, qui peut faire l'objet d'une réglementation interne spécifique.

Le Direction des affaires juridiques et institutionnelles précise que la charte syndicale n'est que le reflet, en interne, de la réglementation nationale, qui prévoit qu'en tout état de cause, à partir du moment où débute le processus électoral, il y a des dispositions spécifiques qui vont s'appliquer. Notamment, une qui est prévue par la décision ministérielle du 26 avril 2016 qui prévoit que "la communication syndicale ne peut pas être empêchée, elle peut simplement être différée", pour permettre à l'établissement d'assurer, à la fois techniquement et juridiquement, la communication électorale, qui va prendre un autre canal. D'ailleurs, les organisations syndicales sont aussi invitées à utiliser ce canal électoral pour communiquer, à partir du moment où les électeurs sont convoqués pour le scrutin de renouvellement des instances et non pas le canal syndical. Donc les deux canaux vont coexister, mais la réglementation nationale permet d'aménager le canal syndical pendant cette période. La seule suspension qui existe, c'est pour les élections professionnelles, où il y a une disposition qui écarte complètement le régime classique.

Monsieur Parmentier fait référence à la page trois de l'ancien document relative au point 3.2 intitulé « nature des messageries électroniques ». A la fin de cet article, il est fait référence à un "règlement des usages des systèmes d'information de l'UR". Il questionne sur ce règlement et son accès l'ayant cherché, mais ne l'ayant pas trouvé.

Le Chargé des affaires générales indique qu'il s'agit d'un renvoi à la charte informatique de l'Université de La Réunion, qui est disponible sur l'intranet de la DSI. Donc, il s'agit d'un renvoi à la mise en cohérence des dispositions prises qui doivent être raccord avec les éléments de la charte. C'est-à-dire que pour tout système d'information de l'UR, qui va être mis en place dans ce cadre doit être tout à fait adéquat, par rapport à la charte informatique de l'université.

Monsieur Parmentier demande pourquoi ne pas parler de la charte informatique tout simplement, pour que les gens puissent s'y retrouver plus facilement.

Le Chargé des affaires générales répond que le SI, c'est le système d'information et rejoint sa réflexion, la charte informatique aurait pu être citée. Elle existe et est en vigueur, mais elle n'a pas été reçue de la même manière en droit interne.

Monsieur Parmentier demande quelles étaient les modalités de fonctionnement des dépôts de messages. Comment les utilisateurs inscrits vont en être informés ? Ils vont recevoir un message et ensuite, ils devront aller sur une plateforme ?

Monsieur Rivière donne les précisions sur ces questions d'ordre technique. Dans ce dont parle monsieur Parmentier, ce sera une liste de diffusion classique, tel que « tous-personnels », sauf que ne pourront diffuser sur ces listes de diffusion que les mails fonctionnels des OS. Il prend l'exemple de son syndicat. Le SNPTES aura accès à une liste de diffusion, seule l'adresse « SNPTES » pourra envoyer sur cette liste. Et les personnes qui seront abonnées sur cette liste recevront le mail, mais ne pourront pas interagir, ils pourront peut-être répondre qu'au SNPTES, mais pas à l'ensemble de la liste de diffusion. En résumé, la communication se fera dans un seul sens.

Monsieur Parmentier demande si les personnes seront abonnées par défaut et devront se désinscrire.

Monsieur Rivière relève que selon la circulaire, les personnes seront abonnées par défaut, et ceux qui ne souhaitent plus recevoir de mails du SNPTES auront la possibilité, *via* cette liste de diffusion de se désabonner.

Monsieur Parmentier poursuit sur les cinq messages maximums qu'il estime insuffisants et revient sur les propos de Madame Robert-Da-Silva. Il pense pour certaines périodes, qu'il est nécessaire de communiquer beaucoup plus que d'autres. Puis, sur les 100 Ko qui avaient été évoqués dans la première version qui est passé à 500, qu'il imagine pour des raisons de contraintes techniques. Il le considère comme une forme de censure dans le cas où un syndicat souhaite envoyer des photos dans ses messages, ce n'est peut-être pas suffisant.

Le Chargé des affaires générales affirme qu'il y a eu un débat sur la capacité du réseau d'encaisser ce trafic, la loi autorise une norme à édicter une limite. Sachant que les textes prévoient aussi que l'administration doit donner à ses personnels un cadre de travail, qui leur permet déjà de ne pas être saturés de messages. Parce que si en période X ou Y est multiplié, X messages par X organisations syndicales par X listes, mais cela peut être aussi à contre-emploi de telle ou telle organisation syndicale, puisque la possibilité pour les personnes qui se sentiraient "saturées", pourraient se désabonner pour autant. Sur la capacité du réseau, il mentionne le passage en hybridation des enseignements, qui pose déjà la question de la capacité du réseau à encaisser cette charge. Il y a déjà des expressions de besoins de la DSI pour l'année prochaine, pour augmenter la capacité du tuyau, donc c'est une mesure.

Monsieur Parmentier termine sur l'article six et demande confirmation sur la modération, est-ce *a priori* ou *a posteriori* ?

Le Président du CAC indique que la réponse a été donnée par le Chargé des affaires générales. Il n'y a pas de risque de modérer un message qui n'a pas encore été publié.

Monsieur Rivière informe avoir fait partie du GT et considère que cela s'est bien déroulé, en tout cas, de manière cordiale et courtoise. Chacun a pu faire des propositions qui ont été prises en compte. Il y a eu un travail collectif et tient à le saluer. Il revient sur les propos du Président du CAC sur le positionnement des syndicats par rapport à la transmission tardive des documents. Il relève que cela a posé un problème, parce que dans de nombreuses instances aujourd'hui, les transmissions de document arrivent tardivement. Celui-ci a été transmis le lundi à 11 heures pour le CTE de 14 heures. Il comprend les raisons et souligne que lors du GT toutes les propositions ont été prises en compte et notées. Lors de la retransmission du document pour le CTE, certaines solutions ont été mises de côté par l'administration et n'a pas donné les raisons estimant que les syndicats n'étaient pas capables de gérer cela, contrairement à ce que propose la circulaire du ministère. Il prend l'exemple de l'outil de gestion de listes de diffusion. Des solutions sont proposées par le ministère qui estime que les OS sont capables de les gérer. L'administration décide que non et cela a été fait unilatéralement, sans concertation. Effectivement, lors du GT, il y a eu quelques amendements. Il regrette qu'il y ait une certaine géométrie variable concernant la possibilité ou les possibilités techniques, qu'il y avait dans la circulaire. En résumé, il regrette la transmission de documents tardive qui est un point noir pour les syndicats, mais aussi de ne pas avoir retrouvé l'ensemble des solutions techniques proposées par le GT.

Le Président du CAC remercie pour ce témoignage. Il y a eu un travail sérieux fait en GT, ensuite, des retouches en CTE, puis des décisions ont amené à une proposition. Il regrette également d'avoir été pris par le temps. Mais, il rappelle, de nouveau, la période hors norme et le fameux délai administratif de J-7 « raccourci » sur injonction du ministère pour que les parcours soient plus fluides et les transmissions plus rapides. Mais le mauvais côté de cet ajustement, c'est qu'on a moins de temps pour retravailler les documents.

Madame Bénard précise avoir aussi participé au GT et la décision ministérielle du 26 avril 2016 était la base de travail. La question des cinq messages maximum par mois et les 500 kilo-octets est écrit dans la décision du ministère et n'est pas une décision du groupe de travail. Il est bien précisé qu'un agent ne peut recevoir plus de cinq messages par mois de la part de chaque OS, quel que soit le nombre de listes créées, en référence à l'article 11 du chapitre 2 de la décision du ministère. Cela avait été discuté au sein du groupe de travail estimant que cela paraît peu. Néanmoins, c'est la réglementation. Pour la question des 500 kilo-octets, il apparaît dans l'article 12 du chapitre 2. Par contre, pour éviter cette notion de censure, il est aussi précisé que si les 500 kilo-octets ne suffisent pas, il y a la possibilité d'insertion de liens hypertextes redirigés vers des sites syndicaux qui permettent d'alimenter un contenu un peu plus volumineux.

Monsieur Boyer met en évidence ces mêmes références, « les articles 12 et 13 du chapitre 2 » qui cadrent ce qui a été indiqué. Mais rejoignant les propos de Monsieur Rivière, il affirme aussi que le GT a bien fonctionné dans une ambiance qui était sereine et dans laquelle toutes les propositions ont pu être mises sur la table. Il rappelle le but du GT qui a été rappelé par le Chargé des affaires générales, c'est-à-dire de trouver une mise en musique de la réglementation nationale pour que la charte proposée soit le miroir de la réglementation. Il y avait sur cette partie syndicale des éléments qui étaient à figer. Il n'y a pas non plus de volonté de l'administration ou du GT d'utiliser ces outils de communication pour de la « censure ». Si le législateur a indiqué qu'il y avait une taille maximale, c'est simplement pour ne pas saturer la bande passante. Il pense qu'il y a des raisons techniques qui font que le législateur et l'établissement souhaitent simplement borner cette communication. Dès qu'il s'agit de période électorale, il y a des dispositions spécifiques. La charte sert à régler le courant de l'établissement, en dehors des périodes très particulières comme celles, par exemple, de la période électorale. Donc, il s'agit de d'organiser la communication des organisations syndicales dans le cadre de la réglementation.

Sans autre remarque, **le Président du CAC** soumet aux voix *via* l'adresse : <https://question.direct/ur>

Quelques membres font part de leurs difficultés de connexion, il est donc rappelé qu'il faut s'identifier pour ce premier vote.

Le vote est organisé à distance via l'outil électronique, les résultats sont :

- 27 voix POUR
- 17 voix CONTRE
- 1 ABSTENTION

La Charte d'usage du système d'informations est adoptée.

1.2. Charte d'utilisation de l'espace d'informations à la communauté universitaire.

Le groupe de travail a également travaillé sur l'expression universitaire, c'est-à-dire l'expression qui est libre et qui n'est pas encadrée par la thématique syndicale. La méthodologie était la même, c'est-à-dire vérifier les références textuelles qui s'appliquaient en introduisant deux paragraphes : l'un sur la modération et les modalités d'exercice de celle-ci pour éviter ce qui s'était produit par le passé et l'autre sur la validation des messages. L'idée est de pouvoir laisser au personnel un espace d'information et de communication libre qui fonctionne à l'heure actuelle. Il y a des newsletters, une rubrique « communiquée », une rubrique « trouvé/perdu », enfin une rubrique « petites annonces ». Cet espace est un peu mieux calibré pour laisser les personnels s'exprimer, mais avec une contrepartie qui est la modération qui n'existait pas auparavant. Donc, suit un catalogue de références textuelles qui paraît assez long, mais nécessaire de s'y référer, dans la mesure par cette expression libre. Il y a tous les champs de la responsabilité qui sont visités : la responsabilité pénale, la responsabilité civile, la responsabilité intellectuelle. Donc, nul étant censé ignorer la loi, ces éléments sont rappelés uniquement pour pouvoir recontextualiser les choses sur le plan juridique. Une idée a surgi en GT de créer un comité éditorial. Au départ, c'était la direction de la communication qui était chargée de cette modération. Donc, c'est une tâche un peu lourde et difficile à faire. Pour le comité éditorial, il s'agit de prendre pour la composition les membres du groupe de travail qui seront les modérateurs. Donc c'est le chef d'établissement qui est responsable des contenus publiés et il s'engage à respecter lui aussi les règles constructives, les intérêts des tiers et l'ordre public. De la même manière pour l'expression syndicale, un propriétaire de liste et des référents de liste qui peuvent être recherchés en responsabilité si des manquements ont été observés. Ici, c'est le chef d'établissement qui, s'il n'a pas pris les mesures pour encadrer cette liberté d'expression à travers des communiqués, des réactions, des échanges entre les différents membres, qui seraient responsables devant la loi. Donc, en acceptant cette charte, c'est accepter l'idée qu'il y ait un modérateur. Dans un délai de 48 heures, le message sera publié dans les conditions que déterminera le comité éditorial. Par ignorance, les personnels pourraient être naturellement tentés à faire de la publicité, par exemple, pour une marque de yaourt, ce n'est pas possible. Cette possibilité est permise parce que c'est le principe de liberté qui prévaut au départ. Mais, il faut accepter que le comité éditorial puisse dire : « Non, cette publication est contraire à tel règle de droit ». Enfin, l'idée n'est pas de se cacher derrière des pseudonymes, mais de jouer la transparence vis-à-vis des autres membres de la communauté, de partage et de faire vivre ce média comme un outil de communication très réactif en interne.

Monsieur Parmentier interroge sur l'utilité et la diffusion des petites annonces. A sa compréhension, il comprend, par exemple, la vente d'une voiture, louer son appartement, etc." Il constate que c'est contradictoire avec le point 7 de la sélection des messages et de la modération qui dit que "les messages ne doivent pas avoir un intérêt manifestement commercial ou un but promotionnel avec le forum."

Le Président du CAC pense qu'il fait bien de le rappeler. Mais il relate les années passées, pendant lesquelles il a vu des dérives. Une petite annonce, c'est par exemple un laboratoire de recherche qui dispose d'un matériel spécifique qui serait mis en partage, dans le cadre de la jouvence des matériels, il n'en a plus l'usage et le met au service de la communauté, le cas échéant, en interne et qui peut partager des informations utiles dans le cadre des activités

d'enseignement et de recherche ou des informations qui s'adressent à tous. Donc, il ne s'agira pas de vendre sa voiture d'occasion dans les petites annonces de l'université.

Le chargé des affaires générales ajoute qu'il ne s'agit pas de faire de publicité commerciale, de prosélytisme pour tel produit. C'est quelqu'un qui voudra partager un jardin partagé ou au sein de l'université qui voudra donner un chaton, par exemple. Il faudra quand même que le comité éditorial fixe une limite, mais n'est pas conçu pour faire du business.

Monsieur Parmentier demande quelles sont les modalités concrètes de fonctionnement de cette liste. Est-ce que l'inscription se fait par défaut ? Il apparaît que les demandes concernant les droits d'accès doivent être adressées par courrier, accompagnées d'un justificatif d'identité à la direction de la communication. Est-ce que cela signifie que pour accéder à la liste, il faut envoyer, au préalable, un document à la direction de la communication ?

Le chargé des affaires générales répond par la négative sur cette question d'ordre technique informatique. Toute personne souhaitant poster dans les rubriques concernées en fait la demande à la direction de la communication. Sur l'ouverture d'un compte, il est prévu qu'elle ait un droit de modification, de rectification et de suppression de données, si elle avait posté, par exemple, un communiqué qu'elle regrette. Donc toutes les demandes doivent être faites vers un canal unique, une adresse unique, qui sera positionnée à la direction de la communication. Ensuite, à charge pour elle de réunir le comité éditorial, de façon transparente, de façon virtuelle ou pas. Donc, le comité éditorial se réunira dans des conditions qu'il déterminera. Cela peut être par exemple, dès lors que ces demandes arrivent sur une adresse courrier unique, la communication envoie en cascade un mail sur une proposition de communication à l'ensemble des membres du comité éditorial. Il faudra que le groupe détermine lui-même ses règles de modération, s'il y a lieu. Ensuite, dans le délai de 48 heures, le message est posté.

La responsable de la communication intervient sur la question des petites annonces en réponse à monsieur Parmentier. En effet, ce ne sont pas les petites annonces pour faire du commerce en interne à l'université. Mais celles comme, par exemple, si un collègue a un bureau et souhaite refaire le mobilier en interne et transmettre un message auprès de la communauté pour dire qu'il y a un bureau à disposition pour le récupérer ou informant de la perte d'un colis qui s'est malencontreusement égaré dans un autre service. Concernant la suppression/rectification, elle rejoint les propos du Chargé des affaires générales. L'article ou le message posté ne sera pas supprimé automatiquement dès qu'il est publié, il y aura la possibilité de dire que le message n'est plus d'actualité et de demander de le supprimer. Donc vous vous adressez à la direction de la communication pour le faire tout simplement.

Monsieur Parmentier revient sur le Comité éditorial et explique que dans la version avant le CTE, cela n'était pas évoqué, mais était abordé les personnes chargées de la modération. Il constate donc, les précisions qui ont été apportées depuis. Le fonctionnement de ce comité n'a pas encore été précisé et demande à quel moment il va être saisi, si le comité se compose de 18 membres. Il se pose des questions sur le mode opératoire de ce comité.

Le Président du CAC relève comme l'a évoqué Monsieur Parmentier qu'il y a une amélioration avant et après le CTE. Puis, collégialement, il a été pensé qu'il était sage de reprendre le périmètre du GT comme les « gardiens du temple » en respectant la charte. En amont d'une saisine de ce comité, il y a effectivement le rôle du service communication qui n'est pas un filtre, puisque cette direction laisse, « tout passer » sauf s'il y a une incertitude, qui peut, le cas échéant ressembler à un franchissement de ligne jaune. Et dans ce cas, la direction de la communication saisit le comité éditorial, le GT. Dans ce cas, le GT n'est pas encore arrivé au bout de ces modalités techniques de réunion du comité, mais de façon assez souple, cela peut aller assez vite de relayer cette communication un peu douteuse à l'ensemble des membres en donnant leur point de vue sur la publication. Dans ce cas, il y aura un aller-retour avec la personne qui aurait souhaité communiquer en des termes inappropriés. Le premier filtre n'en

est pas un, puisqu'il y a publication automatique pour tout ce qui ne vient pas gêner et sortir du canal autorisé. Ensuite, le Comité est saisi au cas où il y a problème.

La responsable de la communication acquiesce et fait savoir que l'idée de mettre en place le comité est venu du GT. Il y a eu beaucoup d'échanges à ce sujet. A son sens, elle trouve que c'était une bonne idée parce qu'au niveau de la direction de la communication, depuis que l'outil est en place, la modération est gérée avec des difficultés, n'ayant pas le bagage juridique ou les termes pour pouvoir déterminer si le message est publiable ou pas. Donc, l'idée de mettre en place ce comité éditorial pour des cas de doute était vraiment intéressant à ce niveau.

Monsieur Parmentier demande ce qui se passe si le comité décide de ne pas publier le message. Y-a-t-il un retour qui est envoyé à l'expéditeur en indiquant un passage qui pose problème ?

La responsable de la communication propose de rajouter dans la charte, dans le cas où il y avait un article qui serait un peu douteux, de prévenir la personne, dont l'article serait soumis au fameux comité et lui indiquer, en même temps, que le délai de 48 heures ne pourrait peut-être pas être respecté, comme l'a indiqué monsieur Parmentier, au regard du nombre de personnes dans le GT.

Le Président du CAC pense qu'il faudrait sans doute veiller à cela, en cas de correctifs, un aller-retour devra s'opérer, puis publier le cas échéant, après l'avis du comité éditorial, par exemple, qui reste effectivement une modalité technique. Il y a toutes les représentations syndicales, le déontologue, le DAJI, la Communication, le chargé de mission Affaires générales, un représentant de l'EP ainsi que les représentants des conseils centraux élus pour faire œuvre utile en GT.

Monsieur Mehoumoud accueille favorablement cette charte et la trouve plutôt bien faite. Il questionne sur la page numéro 4 relative à la sélection des messages et particulièrement le point 8 dans lequel est inscrit : "Constituent des attaques personnelles à l'égard des personnalités publiques ou contiennent tous propos attentatoires aux participants, propos agressifs, méprisants." Il aimerait avoir des précisions sur la définition des personnalités publiques. Est-ce ceux de La Réunion, de la France, du monde ou des personnalités ?

Le Chargé des affaires générales fait mention de l'attaque personnelle, c'est-à-dire que toute personne qui, à un titre ou un autre, détient une fonction publique, le terme est très générique, pour décrire quelqu'un qui est dans l'exercice de sa fonction et qui, dans les propos, pourrait attenter à sa fonction. C'est-à-dire quelqu'un qui est en exercice, un collègue, une personnalité constituée, qui dispose d'une nomination et qui est dans l'exercice de sa fonction.

Le Directeur des affaires juridiques et institutionnelles rejoint les propos du Chargé des affaires générales sur la définition de ce qu'est une personnalité publique. En référence au Code pénal qui distingue les autorités constituées : dans ce cas, c'est le Président de la République, le Premier ministre, les autorités gouvernementales et préfectorales, tout ce que l'on appelle les autorités constituées. Ensuite, il indique les dépositaires de l'autorité publique : police, gendarmerie, justice. Puis les agents publics dans l'exercice de leurs fonctions., dès lors qu'il y a une attaque personnelle d'un agent public, quel qu'il soit, le Code pénal prévoit qu'un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions doit être protégé par son administration, notamment par la protection fonctionnelle. Au-delà, la notion de personnalité publique en droit est une notion qui ne relève plus de l'expression ici au sens universitaire ou syndical, mais statué sur des considérations de droit civil. Ce sont les attaques au sens où est attaqué des personnes en responsabilité.

Madame Marteau-Petit questionne le DAJI sur les lanceurs d'alerte, parce que la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique a protégé les lanceurs d'alerte. Un lanceur d'alerte est une personne physique qui révèle ou signale, de manière désintéressée et de bonne foi, un crime ou un délit, une violation grave ou manifeste de la loi ou du règlement. Elle souhaite savoir sur si

dans l'élaboration de cette charte a été réfléchi à la place qu'aller être donné aux lanceurs d'alerte dans sa mise en œuvre.

Le Directeur des affaires juridiques et institutionnelles indique, qu'il ne lui semble pas que le groupe de travail ait abordée cet angle spécifique. En revanche, il y a une disposition générale dans le Code de procédure pénale, l'article 40 du Code de procédure pénale, qui prévoit que tout agent public qui a connaissance d'un délit ou un crime est tenu de le signaler au procureur de la République. C'est un élément qui a été un peu dans l'atmosphère du groupe de travail. À plusieurs moments des échanges, il a été rappelé que l'expression des universitaires, comme pour l'expression syndicale, avait des limites, les limites du Code pénal, et les limites du droit de façon générale, aussi bien celles liées par exemple sur l'article 40 du Code pénal, et aussi bien à celles qu'évoquait madame Marteau-Petit, sur le lanceur d'alerte, avec simplement une petite réserve sur le lanceur d'alerte. La jurisprudence est en devenir, donc il faut être tous prudents sur ce dispositif, au regard de la liberté d'expression. L'article 40 du Code de procédure pénale est une disposition connue des établissements publics de l'État. Cette disposition et sa jurisprudence sont mieux connues que celles de lanceur d'alerte et sans doute aussi de tradition anglo-saxonne et non pas de droit continental.

Madame Marteau-Petit émet une seule réserve, c'est que le champ d'application n'est pas le même. L'article 40 vise un crime ou un délit, alors que la loi Sapin 2 vise la violation grave et manifeste de la loi ou du règlement. Ce n'est pas forcément en matière pénale. Ça peut être en droit civil et en droit public. Le lanceur d'alerte est celui qui va attirer l'attention sur un certain nombre de violations graves et manifestes. Elle pense qu'il faudra faire attention à cela, parce qu'il ne faut pas essayer de museler l'information pour contredire ensuite des textes qui ont été mis en place pour justement favoriser la liberté d'expression.

Le Président du CAC pense que c'est une remarque judicieuse. Dans la hiérarchie des normes, ce texte est nouveau, comme le rappelait monsieur Nivert. Donc sans jurisprudence. Dans la Charte, telle qu'elle est lue actuellement, il peut être considéré que quelqu'un qui serait "dans la figure d'un lanceur d'alerte", qui souhaiterait lancer une alerte à travers un message suivrait le procédé évoqué. Il y aurait sans doute du côté de la Communication, la saisine du comité de publication. Dans ce cas, il y aurait 18 personnes pour dire s'il s'agit bel et bien, dans l'esprit de ce nouveau texte important qui règle la question des lanceurs d'alerte, d'une alerte ou de toute autre chose. Il pense qu'en cela, nous ne fermons pas la porte à cette hypothèse. Encore une fois, si elle a été pensée par le législateur, la question ne se pose pas sur son transfert en droit dans la réglementation interne de l'établissement, elle sera bien évidemment appliquée.

Monsieur Boyer dit que la remarque de Madame Marteau-Petit est pertinente, mais n'est pas certain que cela ait été évoqué dans le cadre du groupe de travail. Il informe que lors des groupes de travail, il apprend beaucoup de choses et a été absolument surpris de découvrir que d'une part, le comité éditorial va faire le travail pour lequel il est mandaté, mais le président de l'université reste le responsable des écrits et des publications sur le site de l'université. Cela implique que tout agent qui se sentirait diffamé, insulté ou autre sur ce type d'outils, pourrait se retourner contre l'université au motif qu'elle aurait mis en place les moyens ayant permis la diffamation ou l'insulte dont la personne est malheureusement victime. Il attire l'attention du GT sur une sorte de balance à trouver entre, d'une part, la préservation de la liberté d'expression universitaire et, d'autre part, ce corollaire qui est celui de la protection des personnes. Il s'agit de trouver le juste milieu entre ces deux ambitions, avec de surcroît un autre fléau sur la balance qui est celui de la durée. Si le GT doit se réunir en sous-groupe pour traiter de cas difficiles, il émet un doute sur le délai de 48 heures qui est indiqué comme étant un délai possible de publication.

Sans autre remarque, **le Président du CAC** soumet aux voix.

Le vote est organisé à distance, les résultats sont :

- 26 voix POUR
- 17 voix CONTRE

La Charte est adoptée. Il en profite pour remercier très chaleureusement les participants.

Point n° 2. Point sur la rentrée 2020-2021.

(Rapporteur : Président du CAC)

Il y a eu peu d'éclairages récents sur les conditions de l'organisation matérielle pour la rentrée à venir. Les échos du ministère étaient la possible reprise d'une phase épidémique, dite la seconde vague. Il était préconisé un mode hybride entre les enseignements en présentiel et ceux en distanciel. L'établissement a été particulièrement souple avec une fourchette très large. A ce stade, le 100 % en présentiel n'est pas possible réglementairement. C'est la raison pour laquelle, l'établissement tient à suivre la préconisation de madame la Ministre. Après de longues discussions en réunion d'équipe et dans différentes instances, il pense que cette phase difficile a poussé à dématérialiser un certain nombre de procédures. Elle a sans doute également boosté ce type d'enseignement en distanciel, mais reprenant les propos de Frédérique Vidal, la ministre, rien ne pourra jamais remplacer le contact avec l'enseignant. Etant dans une phase transitoire, il est attendu sans doute, au courant du mois de juillet, des précisions nationales sur les éléments pour la rentrée à venir. Il y a des points de vue qui sont déjà bien arrêtés à la CPU, avec des signataires pour demander une reprise en présentiel.

Madame Robert-Da-Silva comprend l'organisation qui est préconisée, qui serait par exemple "une rotation entre les étudiants", c'est-à-dire retransmettre le cours en direct, avec des étudiants qui seraient chez eux et des étudiants qui seraient en amphi, et ainsi alterner des groupes à chaque intervention. Elle demande comment faire pour choisir ou pour réguler l'inscription des étudiants qui voudraient venir suivre le cours en présentiel. Techniquement, quel est l'outil qui sera mis à disposition pour pouvoir dire, c'est les étudiants de A à M et un autre jour les étudiants de N à Z. Y-a-t-il une réflexion à cela ?

Le Président du CAC répond ne pas s'être penché techniquement avec la DEPF notamment, mais il pense que c'est par rapport aux listes qu'on aura sous Apogée, qu'il faudra, le cas échéant, fixer *a priori* des groupes. Si cela doit être fait en août-septembre prochain, ce qui n'est pas assuré. Mais s'il fallait le faire, il sera tenu à un nombre limité en amphithéâtres avec une distanciation physique imposée. Donc pour un amphi de 500 qui représenterait un groupe de 200-250, cela se ferait sans doute non pas sur déclaration des principaux intéressés, mais de façon arbitraire, dans un classement alphabétique avec la possibilité de prendre de la lettre A à L qui correspondrait à peu près à 50 % un jour en présentiel et un autre jour en distanciel, par exemple.

Madame Robert-Da-Silva pose la même question pour les TD. Elle demande l'assurance aujourd'hui que toutes les salles de TD seront équipées d'une retransmission.

Le Président du CAC fait part de l'adoption de la contribution de solidarité pour s'adapter le plus vite possible à ces capacités d'équipement des salles, notamment des salles de TD, pour permettre de démultiplier les ressources pédagogiques. A cette date, il ne peut pas prendre l'engagement que toutes les salles seront équipées à la mi-août. Selon le VP-UDN, il évoquait en CFVU que des commandes ont été passées pour pouvoir disposer à la rentrée prochaine de ces équipements. A ce moment présent, il considère être dans tous les cas dans une zone encore d'incertitude. Le souhait est dans tous les cas d'utiliser, en partenariat plus qu'étroit avec les composantes, ces moyens exceptionnels pour équiper le plus grand nombre de salles possible au regard des conditions et des effectifs d'inscrits, être en attente de résultats consolidés à travers Parcours Sup et des inscrits définitifs qu'il y aura en août-septembre. L'objectif est de ne pas perdre les étudiants en route, tout comme on a su les garder pendant cette période tellement inédite.

Madame Robert-Da-Silva demande, compte tenu de ces incertitudes et demande de comprendre, qu'il n'est pas possible d'envisager à la rentrée du présentiel en TD. Parce que

s'il n'y a pas les moyens et ne pourrait pas augmenter le volume horaire, c'est-à-dire qu'il ne sera pas possible de dédoubler les groupes de TD, ce qu'elle conçoit amplement. Mais s'il n'est pas possible de faire de l'Hybride. Avec la retransmission, elle pense qu'il y aura obligation d'organiser les TD de façon classique.

Le Président du CAC explique que les seuils qui peuvent être fixés ou pas dans les salles de TD sont en fonction de leurs mètres carrés. Il revient aux directeurs et aux responsables de composantes d'estimer ces capacités salle par salle, étant sur ce niveau de granulométrie. Pour certains, avec 15 personnes en TD à l'ESIROI, cela ne pose pas de problème. En UFR ST, est-ce que 20 effectifs est conforme à la distanciation en fonction des mètres carrés disponibles dans la salle. Par contre, il lui semble opportun de faire fructifier cette période, en invitant les collègues, le cas échéant, à enregistrer des séances pour en faire des podcasts, comme a su le faire la composante santé depuis tant d'années qui était une demande récurrente des étudiants pour pouvoir réviser avec un enregistrement du cours du TD, parce qu'on n'est pas toujours à 100 % mobilisés intellectuellement sur son affaire. Cette capacité de revenir ensuite sur le contenu pédagogique, c'est quand même un plus. Donc il va falloir sans doute réfléchir à ça aussi indépendamment du contexte de crise. Cela deviendrait une espèce de potentialité pédagogique précieuse qui ne serait pas sans conséquence sur les taux de réussite, semble-t-il.

Madame Vaughien sait que ces questions font des débats importants dans la communauté universitaire, mais elle déclare que plusieurs des collègues ne partent pas sur cette idée de cours en présentiel diffusé, alors, plus ou moins bien, plus ou moins dans les conditions que l'on connaît. Mais plutôt de concevoir une partie du cours et une partie des TD pour le présentiel et une partie conçue pour le distanciel. C'est-à-dire que, dès le départ, de profiter de cela pour concevoir les enseignements différemment. Elle dit que la formation est trop courte, mais très intéressante, qu'a eu la gentillesse d'organiser pour les enseignants par le Responsable de la DAMAN la veille, qui a ouvert de nombreuses perspectives y compris pour les TD, avec la possibilité de faire des sous-groupes, etc. Elle y voit une opportunité de modifier certaines choses et d'être au plus près d'une partie de ses étudiants qui n'osent pas toujours venir à la fin des cours et qui n'osent pas toujours avoir un dialogue direct. Là, ils seront bien obligés. Donc, à son sens, il y a des choses à faire et ne remet pas en cause la nécessité de rencontrer les étudiants et ne conçoit pas ses cours pour l'instant à 100 % de distanciel, même si cela pourrait être envisagé pour d'autres formations. Enfin, elle fait part pour certains collègues qui refusent pour l'instant de parler de distanciel, mais cela représente un petit nombre. Il y a eu des propositions d'organisation qui sont différentes, de simplement diffuser, pour ceux qui ne sont pas présents à un cours qui a été fait en présentiel.

Le Président du CAC remercie pour cet éclairage et souligne le travail réalisé par les collègues de la DAMAN. L'absence de consensus absolu dans la communauté des enseignants-chercheurs par rapport aux pratiques pédagogiques est assez attendue. Il y a ceux qui sont convaincus et d'autres qui le sont beaucoup moins. Il y a des effets disciplinaires sans doute, culturels, générationnels, mais à la fin des fins, il pense que le virage numérique sera pris un jour ou l'autre, et sans doute que les étudiants l'ont déjà pris. Il pense notamment aux nombreux étudiants qui révisent sur leur smartphone.

Madame Marteau-Petit se dit être favorable au distanciel. Mais, ce qu'elle trouve gênant, c'est la sanction des diplômes car des étudiants ont passé des examens en distanciel et cela la dérange beaucoup. Elle n'a aucune assurance que l'étudiant qui a composé est bien celui qui est noté.

Le Président du CAC confirme que c'est un vaste débat qui ne peut pas être traité aujourd'hui, mais il a été pris à bras le corps par un certain nombre de grandes écoles d'ingénieurs, et d'universités avec des entreprises privées chargées de surveiller avec la caméra intégrée des machines. Mais, le coût était exorbitant et posait des problèmes, également de libertés individuelles. Sans aucune possibilité de savoir qui est derrière l'écran, il pense que c'est une vraie question.

Point sur la présentation de l'élaboration de la stratégie for smart specialization
(rapporteur : Philippe JEAN-PIERRE, président du comité régional d'innovation)

Le processus d'évolution de stratégie de spécialisation intelligente (S3) de La Réunion - 2021/2027 est actuellement en cours. C'est l'un des outils qui permet de pourvoir les crédits européens dans le domaine des différents projets de recherche et d'accompagnement de la recherche et de l'innovation.

Le dernier programme européen 2013-2020 s'achève avec un contexte qui était nouveau par rapport à celui qui avait habité le fonctionnement de la recherche précédemment, durant les années 2000. Avec l'idée que pour mobiliser des crédits européens, il fallait en tant qu'acteurs directs, chercheurs ou en tant qu'acteurs indirects *via* l'Université, respecter un certain nombre de critères ou de stratégies, notamment la fameuse stratégie de spécialisation intelligente visant à obliger chaque région d'Europe à écrire sa vision de son avenir en lui indiquant qu'il fallait qu'elle concentre ses moyens sur un certain nombre de priorités de croissance et de développement et qu'elle cesse d'éparpiller ses ressources. En ce qui concerne les acteurs de la recherche, cela s'est traduit par l'idée de respecter des projets de recherche qui allaient dans le sens de cette stratégie qui avait été adoptée en 2014 et mise en œuvre à partir de cette année, durant les six dernières années autour de trois grandes thématiques : l'une visant à ce que tout le monde puisse s'y retrouver, l'une autour de tous les grands domaines de l'économie verte et de l'économie bleue, la bioéconomie et de la santé, des grandes données de la transition agroécologique. L'autre autour du vaste domaine et pilier de l'économie et du territoire qui est le vaste champ du tourisme. Enfin, le troisième, qui permettait de retrouver l'ensemble des thématiques ou tout ce qui a été appelé le territoire agile, basé sur l'économie du numérique, l'économie sociétale, le développement sociétal, l'économie de l'énergie, le développement énergétique, la transition énergétique. Tout ce qui permettait également de fonder au fur et à mesure des projets, construire un territoire qui allait pouvoir être une plateforme d'expérimentation prototype entre l'hémisphère nord et l'hémisphère sud. Il rappelle que cette stratégie a permis par exemple le financement d'une vague d'appels à projets il y a cinq ou six ans, puis une vague d'appels à manifestation d'intérêt dont l'instruction est encore en cours de finalisation. C'est ce qui a permis également d'accompagner l'ensemble d'infrastructures pour l'université, entre autres et d'autres organismes de recherche comme le CIRAD. C'est ce qui a permis également d'accompagner tout un ensemble de bourses doctorales. La programmation européenne arrivant à son terme aujourd'hui en ce milieu d'année 2020, il faut la faire évoluer pour préparer la prochaine programmation 2021-2027. Pour cela, il faut travailler de nouveau, à remettre l'ouvrage sur le métier de la S3, de la fameuse stratégie de spécialisation intelligente qui conditionnera l'obtention des fonds, mais qui favorisera l'obtention des fonds de la recherche. L'Europe incite à aller davantage s'insérer dans des partenariats plus généraux à l'échelle nationale et européenne. L'autre axe est que ces fonds soient davantage mobilisés pour répondre à des défis territoriaux qui soient mieux précisés. L'enjeu est de poursuivre la sensibilisation à travers cette instance et à travers les Directeurs de laboratoires, faire en sorte de pouvoir accélérer le ruissellement de cette sensibilisation dans une percée de deux grandes étapes. Dans le cadre d'une réponse à un appel à manifestation d'intérêt, il est proposé d'être accompagnés pour rédiger maintenant *in extenso* les feuilles de route. Pour que les groupes puissent écrire précisément les moyens, les partenariats, le détail des thématiques sur lesquelles ils souhaitent s'inscrire et s'investir. Donc cela signifie que l'agence régionale du développement et de l'innovation et le Comité régional pour l'innovation fourniront des bureaux d'études et d'expertise pour qu'on puisse voir notre tâche facilitée, un peu comme on le faisait avec la cellule Europe dans l'accompagnement des réponses au projet. Cela conduira à écrire ces feuilles de route pour les obtenir vers le tournant de l'année 2020. Cela correspondra au moment où la S3, ainsi que les programmes opérationnels, seront adoptés par l'État Français et par l'Europe. Autrement dit, il y aura au début de l'année 2021 un programme opérationnel européen qui aura été adopté avec l'outil de condition favorisant qui sera la stratégie de spécialisation intelligente. Il faudra aussi continuer à mobiliser pour écrire, mettre en place des documents de programmation européenne des fiches actions. Celles-ci visent à établir les conditions de financement, les critères fins d'éligibilité de ces grands outils. Ceci devrait être obtenu vers le milieu de l'année

2021. À partir de ce moment, les programmes opérationnels seront en ordre de marche et les opérateurs tels que l'État ou les collectivités locales pourront donc lancer leurs outils de financement type « appel à projets » ou « appel à manifestation d'intérêt » pour celles et ceux qui seront en responsabilité à ce moment.

Les arbitrages vont être effectués dans les prochains mois, sur le calendrier européen et national, la mobilisation est lancée pour pouvoir écrire la feuille de route, L'autre élément de réponse pour rassurer davantage, c'est que ce n'est pas parce qu'il n'y aura pas d'appels à projets qui seront lancés d'ici la fin de l'année ou de financements explicites de projets de recherche que les autres outils traditionnels d'accompagnement de la recherche ne seront pas effectués, tels que les grands projets en matière d'infrastructures, la formation doctorale, les contrats doctoraux, postdocs. Dès janvier 2021 dans cette nouvelle programmation, il y aura possibilité de commencer à mobiliser des crédits pour les outils. Il se propose d'être à disposition et, une façon ou d'une autre, s'il faut refaire de la pédagogie dans les laboratoires et être dans un mode d'accompagnement ou de diffusion des documents pour que les collègues enseignants-chercheurs ou les directeurs de laboratoires se sentent rassurés ou mieux éclairés pour que les deux prochaines étapes selon le calendrier prévisionnelle, chacun ou chacune pose ses thématiques de recherche afin de pouvoir être au plus près de la communauté des collègues enseignants-chercheurs. Enfin, il fait remarquer pour l'écriture des thématiques de recherche d'ici au 26 juillet, seront valorisées davantage, et c'est ce que l'Europe demande, une organisation de la recherche qui fasse davantage appel à de la pluridisciplinarité, à l'échelon par exemple de l'Université. Il cite le tourisme et la mobilisation des autres acteurs internationaux et notamment européens, ce qui laisse un mois et demi à deux mois pour pouvoir mobiliser ces autres partenaires. Ce sont encore une fois des conditions favorisantes. Mais plus nous pourrions muscler nos feuilles de route avec ces différents critères, mieux ceux-ci seront reçus par les arbitrages.

Le Président du CAC le remercie pour ces éclairages. Il profite de cette occasion pour dire qu'en temps réel, dans les heures qui suivaient la communication de l'agence régionale d'innovation et de développement (Nexa), il retransmettait systématiquement à l'ensemble des directeurs de laboratoire, charge à eux d'informer l'ensemble des enseignants-chercheurs et des chercheurs, des unités de recherche de ces nouvelles dispositions. Ce document stratégique va conditionner l'allocation de moyens FEDER Convergence dans les années à venir, donc c'est un document essentiel. Puis, sur les grands projets des programmations de recherche, ils sont déjà dans les rapports des équipes à l'occasion de l'évaluation Hcéres et du projet scientifique pour la période à venir. Il y a donc là une bonne base qui a été évaluée nationalement. Il donne en exemple la transformation des équipes d'accueil en unités de recherche, aidés par leurs conseils d'unité reprenant les recommandations et préconisations de l'Hcéres. De plus, il y a également à disposition du Nexa une base de données extrêmement riche qui précise les points forts des équipes, où elles veulent ancrer véritablement leurs recherches dans les prochaines années. Mais, tout cela se fait dans un timing serré depuis deux ans avec une année 2019/2020 compliquée (grandes décisions budgétaires côté région, les gilets jaunes, le confinement). Il tient à féliciter le partenaire région, parce qu'il n'y a pas eu de blocage et les commissions sectorielles, les plénières se sont réunies et ont des projets validés au financement sur l'AP 2019 qui sont désormais financés pour les années à venir. De plus, certains projets vont être plus rapidement traités que d'autres, notamment l'appel à projets Covid-19 lancé par la région Réunion auquel les équipes ont répondu.

Monsieur Jean-Pierre confirme qu'il n'y a pas eu d'arrêt de la part de l'ensemble des acteurs, États et régions et ont travaillé durant les derniers mois, notamment pendant la période de confinement, pour qu'il y ait des accompagnements tous azimuts. Revenant sur la base de l'évaluation Hcéres, il pense aussi que c'est une très bonne base pour travailler autour de ces grands documents en cohérence longitudinale des projets. Il va falloir écrire dans le cadre de la fameuse loi : les contrats de convergence et de transformation de l'État actuellement en cours de révision suite à l'épisode Covid. Le gouvernement vient d'être nommé, cela signifie qu'il y aura des modifications des contrats sous forme d'avenant de forme ou de fond pour mieux accompagner les régions. Il énonce 300 millions d'euros qui avaient été votés en fin d'année dernière. Il y aura bientôt une incitation de plus en plus forte pour renforcer

l'efficacité de s'inscrire dans des schémas de moyen terme et être accompagné avec un souci de cohérence des ambitions.

Monsieur Bigot fait part de deux remarques et témoigne sur la campagne précédente qui courait de 2011 ou 2012 jusqu'à cette année, de la stratégie. Il avait eu l'occasion de participer, avec plusieurs collègues, aux ateliers concernant la thématique énergétique et le bâtiment. Il y avait différentes problématiques liées au fonctionnement de la région, mais c'est bien la participation à ces ateliers et au montage de cette stratégie qui a permis d'obtenir 700 000 euros dans le cadre d'un projet FEDER en néo matériaux à changement de phase dans les bâtiments. Il pense qu'il est très important de le rappeler et faire comprendre à tout le monde que c'est la participation de chacun qui va montrer le besoin et générer la compréhension des décideurs locaux, ensuite pour choisir tel projet et c'est ce qui avait fait la différence à l'époque. Puis, il évoque tout ce qui a été fait dans le cadre du projet Source avec de nombreux éléments en particulier liées aux équipements structurants qui n'ont pas encore pu aboutir. Il propose dans ce cadre, de faire un parallèle entre ce qui n'a pas encore pu être mis en œuvre dans le Source et ce qui pourrait être développé dans le cadre de la S3 pour faire sortir de terre les projets à la fois académiques et universitaires, et aussi, peut-être, créer de nouveaux partenariats avec le monde économique local pour créer des innovations et peut-être de nouvelles filières.

Monsieur Jean-Pierre apporte un éclairage sur les programmes européens. La S3 et ses financements européens, il a évoqué les dimensions recherche académique classique. Ce ne sont pas que des réponses liées à des programmes et des projets locaux. Il y aura cette grande ouverture. Du moment qu'il y a des grandes thématiques autour des grands défis et des grands axes dans cette partie, c'est bien l'excellence internationale qui sera recherchée. Puis l'autre volet correspondra, sans doute à des défis plus proches du territoire. Dans les deux cas, la qualité des projets et la qualité de la recherche sera recherchée. Aussi pour dire que ce qui avait péché durant l'ancienne programmation qui était nouveau comme outil, c'était aussi la sensibilité et la fidélisation à des acteurs pour répondre à ce genre d'outil, ces projets. Il informe qu'il y aura aussi une permanence d'outils d'accompagnement, comme cela est fait pour la cellule Europe afin de faciliter l'écriture ou l'accompagnement des réponses aux projets.

Monsieur Bigot ajoute sur la partie infrastructure qu'il visait par infrastructure de recherche qui ne sont pas forcément des gros bâtiments, mais tout le matériel et les équipements de mesure manquant pour échanger avec la communauté locale. Dans le cas de bâtiments et d'énergie, il y a beaucoup de tests que les entreprises locales, par exemple, doivent faire en métropole, donc ils sont obligés d'envoyer des échantillons de produits fabriqués à La Réunion en métropole et fait part du coût par bateau. Il propose d'imaginer des choses qui se feraient dans les locaux de l'université et pour ce faire il faudrait acquérir les équipements et le matériel nécessaires pour réaliser ce type d'analyse sur site, s'agissant du type d'infrastructures qu'il visait dans ses propos.

Le Président du CAC souhaite le mariage heureux entre l'excellence de la recherche et des implications locales. Sur l'utilisation des matériaux à changement de phase dans les constructions en climat tropical, en sciences du bâtiment, cela relève du domaine scientifique de pointe qui pourrait donner lieu à du business, mais au-delà de La Réunion et de la zone Océan Indien. Il pense que c'est ce qu'il faut viser y compris dans d'autres thématiques sur lesquelles il y a des projets, notamment au Sud, autour de la science de l'eau. Pour reprendre les propos de Monsieur Bigot, il y a quelque chose à envisager dans l'investissement durable des infrastructures de recherche, qui seraient bel et bien dédiées à la recherche, mais qui pourraient être aussi utilisées pour faire des prestations de recherche et qui est absolument recommandé. Il cite différents laboratoires pour lesquels, il y a beaucoup de prestations de services qui répondent parfois à de la commande publique, de la DEAL et d'ailleurs. Cela permet de faire rentrer des crédits dans l'établissement. Certaines équipes le font depuis longtemps et cite quelques laboratoires (DETROI, PIMIT, ENTROPIE). C'est ce cercle vertueux qui doit être encouragé dans les années à venir pour être un peu plus libres des moyens et pouvoir

accompagner, par ailleurs, la communauté des enseignants-chercheurs qui ne sont pas en capacité de faire de la prestation de services classiquement et pense aux collègues des sciences de l'homme et de la société. Or, la communauté d'enseignants-chercheurs doit avoir les moyens de mener ces recherches. Il faut prévoir le cas des chercheurs en SHS, en lettres qui n'ont pas ces besoins, mais qui ont besoin de crédits pour fonctionner et d'accompagnement qui ne sera pas forcément S3 et les programmes européens. Par contre, l'établissement est capable de déporter une partie des ressources propres recherche sur ceux qui en ont le plus besoin et qui ont été structurellement défavorisés depuis plusieurs décennies en France parce qu'il y a toute une communauté d'enseignants-chercheurs qui, à la fin des fins, doit avoir les conditions acceptables de l'exercice des missions de recherche.

Monsieur El Kalamouni évoque le formulaire qui doit être rendu avant le 26 juillet qui a été discuté en réunion d'unités. Il y a eu des questions sur qui doit le remplir et par quel chercheur. En effet, parfois, il est demandé des informations spécifiques par rapport aux porteurs ou est-ce un projet global d'unité ? Après, le directeur d'unité s'est renseigné et il partage l'information pour ceux qui se retrouvent dans le même cas et pense que c'est un formulaire à remplir par unité en intégrant tous les axes, sauf erreur de sa part. Il a noté que lors de l'évaluation du bureau FEDER 2014-2020 la participation était limitée et anormale dans les programmes européens. Il pense que ce n'est peut-être pas la bonne instance pour en discuter, mais demande quelles sont les démarches à prendre pour pallier ce problème ? Si l'objectif de ces projets est de permettre à des chercheurs de l'université ou de la région de nouer un réseau extérieur avec l'Europe ou à international, tant que le partenaire ne reçoit pas directement de financement, c'est parfois difficile d'entamer une collaboration avec des partenaires européens ou internationaux. Il revient à la question de prestation de services évoqué en amont. Les UMR qui ont aussi la possibilité de faire des prestations de services, en faisant de la science expérimentale ou des sciences biologiques se retrouvent très vite achevés par rapport aux consommables, l'enveloppe de 15 % de coûts indirects est insuffisante pour mener des projets se retrouvant avec des RH, sans pouvoir amener le complément en consommables où qui ne peut pas être traité par prestation de services.

Le Président du CAC dit être allé négocier les fameux 15 % de frais de siège avec le partenaire « région » qui doivent financer en partie les coûts complets de la recherche. Et en cela, nous répondons d'ailleurs à l'injonction du ministère de tutelle, qui demande de fonctionner de plus en plus en coût complet, pas seulement de la recherche, mais également de la formation et de la FTLV, coûts complets à tous les étages pour bien piloter un établissement. Pour autant, ces 15 % de coûts complets pour des programmes de recherche ambitieux en sciences du vivant excluent un certain nombre de dépenses dites « inéligibles ». En effet, un fonctionnaire européen lambda considérera qu'il ne peut pas vérifier le niveau de produit dans une cuve, le nombre de petites verroteries absolument indispensables, de boîte de Petri etc. Il peut y avoir mélange des genres entre l'utilisation que veut en faire un département dédié à la pédagogie comme il se doit, à la formation, et un laboratoire de recherche dédié à la recherche. Il informe être depuis quelques mois avec le Coordonnateur du pôle excellence et rayonnement, la DRIVE et les ingénieurs projets, en négociations toujours serrées avec la région. Il entend que certaines dépenses sont déclarées inéligibles par principe, telles que l'achat d'un ordinateur, comment justifier que celui-ci était absolument indispensable au programme de recherche et qu'il n'a servi qu'à cela. Les conclusions du GT « recherche » du séminaire OSM ressortent qu'il faut intégrer le fait que pour certaines disciplines dans le champ des sciences expérimentales, biologique et recherche biomédicale, il y a des consommables de recherche qui coûtent extrêmement cher. Finalement, le 15 %, s'avère insuffisant en raison des dépenses qui sont déclarées inéligibles et l'établissement se retrouve à devoir payer un complément pour aller au bout du programme de recherche. Au-delà du laboratoire, il y a d'autres services de l'établissement qui accompagnent le programme de recherche qui est la substantifique moelle et la plus-value apportée par les chercheurs et les enseignants-chercheurs. Autour du calcul des coûts complets, le financement se fait avec un seul et même budget. On sort un peu de la problématique S3, mais dans le même temps, c'est la même question qui est posée. Il faut, dans le cadre d'un dialogue tout à fait constructif avec le partenaire Nexa avoir ce même écho

qui remonte au partenaire régional. Faire vivre un écosystème, c'est aussi en comprendre les contraintes, notamment budgétaires et financières.

Monsieur Jean-Pierre ajoute sur les problèmes soulevés sur les fameux 15 % ou les rapports difficiles avec l'interlocuteur qui est le « guichet unique », qui est en charge de gérer l'autorité de gestion et les fonds structurels européens du FEDER. Dans le cadre des projets de recherche, comme cela a été soulevé, sur l'idée que parfois, entre tel et tel domaine scientifique, les pourcentages n'ont pas les mêmes implications. Les fiches actions ont été produites en 2013/2014 avec l'idée que parfois, il était reproché de ne pas être assez attentifs avec la production des fiches actions qui étaient trop évasives. En réponse aux questions et remarques de chacun, le premier point sur « qui doit porter le projet », d'ici le 26 juillet 2020 ce n'est pas *intuitu personæ*, mais un porteur laboratoires ou groupe de laboratoires, c'est pour cela qu'il convient d'inciter plutôt à la construction de consortiums ou des consortia, pour que ce soit ces institutions qui, à terme, portent le projet. Pour l'exemple d'un laboratoire de l'université de La Réunion, il y a un projet alpha qui est posé. Assez rapidement, voir que dans ce projet alpha, il sera, certes, porté par le labo alpha, le laboratoire de l'université avec plusieurs acteurs qui y sont. C'est bien dans cette logique d'un portage du projet par une pluralité de partenaires. Pour faire écho à la deuxième remarque, dans le bilan qui a été effectué, le constat est qu'il faut s'améliorer pour atteindre les fameux dispositifs européens et transversaux. D'abord, parce que la culture à aller vers ces outils est toute neuve. Il y a nécessité d'avoir des prestataires qui vont mieux accompagner en incitant l'ensemble des collègues à travailler de façon plurielle, groupée, à être sur un mode de consortium, cela facilitera les échanges de bonnes pratiques entre universités, le partenaire européen, un autre partenaire d'une autre université nationale, pour être mieux à même de partager les expériences et la capacité à répondre aux projets. Les anciens appels à projets ou anciens outils de financement ont été pensés pour des communautés ou des chercheurs qui allaient être porteurs d'un travail de recherche, mais quasiment tous azimuts et de A à Z. La prochaine programmation est souhaitée de pouvoir s'inscrire davantage dans une chaîne de valeur de l'innovation ou de la recherche à La Réunion, telle que de l'énergie en biologie marine, dans le domaine du sociétal, des sciences humaines. Sur cet élément, le territoire est très bon au titre soit de la recherche, l'excellence de la recherche scientifique académique ou soit des problématiques territoriales. Cet élément sera « marié » ou complété par d'autres laboratoires de France et de Navarre ou d'Europe, c'est dans ce cadre que cela prendra tout son sens et qu'il composera un projet de recherche qui sera visible et lisible à l'international. C'est ce qui permettra, en étant lisible ou visible, d'être mieux connus et sans doute plus performants année après année dans le cadre des réponses aux projets. « On ne réinvente pas, on ne révolutionne pas ». Il faut aussi s'inspirer des bonnes expériences et des bonnes pratiques qui ont été empruntées par les collègues des Açores et des Canaries qui se sont révélés, sur la dernière décennie, plus efficaces dans ce domaine pour construire leurs réponses aux appels à projets.

Madame Marteau-Petit questionne sur la nécessité d'accompagner les projets de sciences dures en droit. Elle demande si dans le cadre des coûts complets, il lui semble que rares, sont les projets tous azimuts pour les juristes qui ne posent aucun problème juridique. Elle demande lors d'un problème juridique comme cela, est-ce la direction des affaires juridiques qui s'en occupe ? Est-ce que c'est le pôle recherche ? Est-il externalisé auprès d'avocats ou auprès de juristes ? Ou est-ce que vous pensez avoir recours un jour aux juristes de l'université ?

Le Président du CAC indique être toujours preneurs d'aide extérieure et quand elles sont internes à l'établissement, c'est encore mieux. Il reconnaît qu'il n'y avait pas eu jusqu'alors énormément de questions comme celles évoquées. Par contre, des problèmes juridiques sont un peu le pain quotidien des deux ingénieurs de la valorisation avec un titulaire et une contractuelle qui a plus de dix années d'expérience sur la propriété intellectuelle, les brevets. L'activité même de cette cellule « Valorisation » a été évoqué au séminaire « recherche » montrant, à la fois sa réactivité, sa capacité de travail depuis qu'a été doté la DRIVE de moyens supplémentaires. Malheureusement, de moyens en emplois contractuels, pour ce service est passés de 100 000 euros à plus d'un million de contrats. Puis projets recherche, on est passés de 4 à 24 millions.

Madame Marteau-Petit demande si ces dépenses ne seraient pas éligibles dans le cadre des fiches actions ou des fiches projets.

Le Président du CAC répond que le problème de l'Europe est qu'elle ne finance jamais les fonctionnaires et les postes de fonctionnaires des États. L'Europe ne finance la masse salariale qu'à travers un programme de recherche. C'est l'OT 1, l'objectif thématique 1 : recherche, développement, innovation. Dans ce cadre, l'Europe accepte de financer avec un taux d'intervention de 80 % - il était de 60 sur la période 2014-2020. Ce taux d'intervention est monté à 80 %. Dans tous les cas, État-région comme cofinanceurs au niveau des contreparties nationales, plus Europe financent la recherche et non le fonctionnement.

Monsieur Jean-Pierre confirme et dit que l'Europe est essentiellement sur la dimension investissement tangible ou ce qui permet de transformer l'économie au sens brevet et tout ce qui permet de renforcer les capacités, mais le fonctionnement lui-même, non. Il y a toujours une ambiguïté sur un certain nombre de jeux d'éléments comme les missions ou autres dimensions de ce type. C'est-à-dire qu'il faut être bien précis pour dire qu'elles contribuent bien au maillage du réseau ou au partenariat. Sur l'idée des taux d'intervention en matière de financement, de nouveau, il renvoie à l'écriture des fiches actions et espère que le contexte ne va pas s'aggraver, qu'il n'y aura pas de seconde vague intense, mais assure être très attentifs à ce que l'intervention des moyens publics soit à la hauteur de la mandature de la programmation précédente et rappelle les budgets alloués (140 millions d'euros qui ont été dévolus à la recherche, développement, innovation pour La Réunion de 2013 à 2020). Il va falloir batailler pour que l'enveloppe soit maintenue dans un contexte budgétaire européen qui se rétrécit, mais où l'Europe a réaffirmé que pour la prochaine décennie, horizon Europe, c'est bien l'idée que la recherche et l'innovation sont des facteurs fondamentaux comme l'action climatique de l'action publique. Cela ne signifie pas dire qu'au niveau local, les acteurs ne viendront réduire un certain nombre de moyens, l'attention portera sur 1) que les montants soient maintenus, ce sont les arbitrages entre l'État, la Région et l'Europe ; 2) à ce que les taux d'intervention du financement soient similaires pour que les acteurs tiers, c'est-à-dire les acteurs universités ou autres, aient à mettre des contreparties beaucoup plus importantes.

Le Président du CAC remercie chaleureusement Monsieur Jean-Pierre pour son intervention et indique qu'il va saisir les collègues pour se mobiliser et porter à connaissance. C'est important de rappeler les forces en présence, les ambitions de chacun et c'est le bon moment pour le faire.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président du Conseil académique adresse ses remerciements aux membres du Conseil académique et clôt la séance à 17h11.

La secrétaire de séance



Tatiana LEBEAU

Le Président du Conseil académique



Pr. Gilles LAJOIE